Insee Mesurer pour comprendre

AUVERGNE-RHÔNE-ALPFS

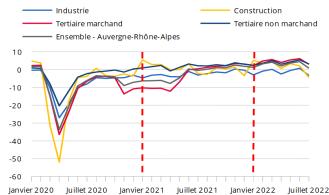
Dans une conjoncture incertaine, l'activité et l'emploi font front



Au 2° trimestre 2022, l'activité continue de progresser, malgré la forte hausse de l'inflation. Le volume d'heures rémunérées reste élevé par rapport à son niveau de 2019. L'emploi reste bien orienté et maintient sa progression. Cependant, l'emploi intérimaire, qui avait connu une hausse continue depuis deux ans, est en recul depuis le début d'année. La forte dynamique de l'emploi dans le tertiaire marchand porte la croissance régionale, tandis que la construction enregistre un léger repli, accompagnant la baisse des mises en chantier. Malgré une légère hausse, le taux de chômage reste à un niveau historiquement bas. Les créations d'entreprises, et notamment de micro-entreprises, amorcent un recul dans la région. L'activité touristique retrouve son niveau de 2019.

Au 2^e trimestre 2022, l'activité économique de la région se maintient à un niveau élevé. Le volume d'heures rémunérées par les entreprises est en effet supérieur de 4,5 % en juin 2022 par rapport au même mois de 2019, après + 3,8 % en mai et + 2,1 % en avril ▶ figure 1. Cette hausse se retrouve au niveau national. L'activité est particulièrement forte dans le tertiaire marchand, et notamment dans l'hébergement-restauration qui dépasse son niveau de 2019 de 8,5 % en juin. Le reste de la branche marchande est également en forte hausse (+ 6 %). L'industrie peine en revanche à retrouver son niveau d'avant-crise : l'activité est inférieure à son niveau de 2019 de 2,4 % en avril et de 0,4 % en mai. Elle dépasse cependant ce niveau en juin, avec + 0,8 % par rapport à 2019. Les services non marchands, et dans une moindre mesure la construction, se maintiennent également au-dessus de leur niveau de 2019 (respectivement + 5,5 % et + 2,1 % en juin). En juillet, l'activité ralentirait dans la région, mais dépasserait son niveau de 2019 de + 0,8 % (contre + 1,0 % en France).

▶ 1. Écart des heures rémunérées par secteur par rapport au même mois de l'année 2019 (en %)



Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture chaque mois de janvier. Cette rupture est signalée par les traits verticaux pointillés.

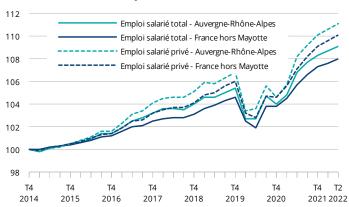
Source : DSN, traitements provisoires Insee.

L'ensemble des secteurs serait concerné. L'industrie et la construction repasseraient sous leur niveau de 2019 (respectivement – 3,3 % et – 4,4 %), tandis que les services marchands resteraient le principal moteur de la hausse.

L'emploi salarié poursuit sa hausse

Fin juin 2022, plus de 3,2 millions de salariés travaillent en Auvergne-Rhône-Alpes, soit 12 500 emplois de plus en trois mois. Cela représente une hausse de 0,4 %, comme au niveau national ▶ figure 2. L'évolution est plus faible dans le secteur public (+ 0,2 %) que dans le secteur privé (+ 0,4 %). La dynamique de l'emploi salarié se consolide malgré un ralentissement de la croissance sur les trois derniers trimestres. Sur une année, avec 69 600 emplois de plus, l'emploi salarié augmente de 2,2 %, comme en France. Par rapport à l'avant-crise sanitaire, l'évolution de l'emploi est toutefois légèrement plus importante dans la région (+ 3,5 % par rapport au 4e trimestre 2019, contre + 3,2 % en France).

▶ 2. Évolution de l'emploi salarié



Note : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres

précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources: Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

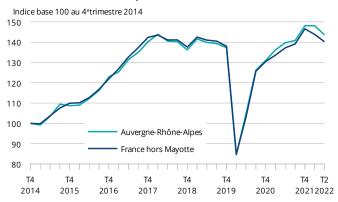
Le Rhône et les deux Savoie enregistrent la croissance de l'emploi la plus forte de la région. En hausse de 0,6 % par rapport au trimestre précédent, ils représentent, à eux trois, sept emplois supplémentaires sur dix. À l'exclusion du Cantal en très légère baisse (– 0,1 %), tous les autres départements régionaux sont en hausse. Sur l'année, l'emploi stagne uniquement dans le Cantal, alors qu'il augmente partout ailleurs. Le Rhône est particulièrement dynamique (+ 3,1 %), suivi par la Savoie et la Drôme (respectivement + 2,6 % et + 2,5 %).

L'intérim en baisse dans tous les départements

Au 2º trimestre 2022, le secteur intérimaire perd 3 600 salariés, en baisse de 3,1 % dans la région, accentuant le mouvement amorcé le trimestre précédent, après une hausse continue depuis le 2º trimestre 2020 ▶ figure 3. Cet affaissement touche particulièrement la Savoie et l'Isère (respectivement − 6,8 % et − 5,0 % sur un trimestre), suivies par la Loire et la Haute-Savoie avec des pertes au-dessus de la moyenne régionale. La diminution est moins marquée en Ardèche et dans le Cantal (− 0,7 % et − 0,9 %).

Sur une année, l'emploi intérimaire augmente de + 2,7 %, avec une croissance forte dans l'Allier et le Cantal (respectivement + 14 % et + 12 %). Le secteur diminue dans quatre départements, avec des pertes plus modérées, allant jusqu'à – 1,7 % en un an en Haute-Savoie.

> 3. Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

L'emploi industriel en augmentation

Au 2e trimestre 2022, l'emploi industriel augmente en Auvergne-Rhône-Alpes pour le 6e trimestre consécutif (+ 0,4 %, contre + 0,3 % en France) ► figure 4. Cette hausse est particulièrement portée par le secteur de l'énergie (+ 0,8 %, contre + 0,6 % en France), et plus encore par celui des autres produits industriels (+ 0,5 %, mais contribuant par son poids relatif à 57 % à la croissance de l'emploi salarié industriel). À l'inverse, la fabrication de matériels de transports continue de perdre des salariés (- 0,3 %).

Sur un an, l'emploi salarié industriel augmente de 1,5 % (+ 1,1 % en France), principalement du fait du secteur des autres produits industriels. En hausse de 1,0 % sur l'année, ce secteur contribue pour moitié à la croissance annuelle de l'emploi industriel. Le secteur agroalimentaire se développe plus nettement (2,4 % par rapport au 2° trimestre 2021) mais ne contribue à la croissance qu'à hauteur de 24 %, contre 42 % au niveau national. L'emploi salarié s'accroît également dans les autres secteurs industriels, hormis dans la fabrication de matériels de transports (– 1,0 %).

L'emploi salarié industriel progresse dans tous les départements de la région au deuxième trimestre 2022. Sur une année, la croissance est particulièrement nette dans la Drôme (+ 3,0 %). Les deux départements comptant le plus grand nombre d'emplois industriels de la région, l'Isère et le Rhône (39 % de l'emploi

industriel régional à eux deux), en hausse respective de 2,3 % et 1,9 %, contribuent à près de 54 % à la variation de l'emploi industriel salarié, avec près de 4 000 emplois supplémentaires en un an. Le secteur de l'industrie se replie cependant dans deux départements, le Puy-de-Dôme et l'Ardèche, avec respectivement – 0,3 % et – 0,8 % d'emplois en un an.

▶ 4. Emploi salarié par secteur

	Effectif au	Évolution par rapport au 1 ^{er} trimestre 2022			Evolution par
Secteur d'activité	2º trimestre 2022	En effectif	En %		rapport au 2 ^e trimestre 2021
Agriculture	25 300	+ 100	+ 0,4	+ 0,0	+ 7,0
Industrie	496 900	+ 2 200	+ 0,4	+ 0,3	+ 1,5
Construction	199 100	- 200	- 0,1	+ 0,0	+ 1,0
Tertiaire marchand hors intérim	1 399 200	+ 11 600	+ 0,8	+ 0,8	+ 3,7
Intérim	113 900	- 3 600	- 3,1	- 2,5	+ 2,7
Tertiaire non marchand	973 100	+ 2 400	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,6
Ensemble	3 207 500	+ 12 500	+ 0,4	+ 0,4	+ 2,2

Note : données corrigées des variations saisonnières et arrondies pour les effectifs. **Champ** : emploi salarié total.

Sources: Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Forte dynamique du tertiaire marchand

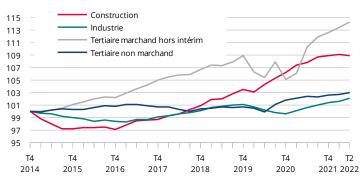
Le tertiaire marchand hors intérim affiche, ce trimestre, la plus forte dynamique de l'emploi de la région, avec une hausse de + 0,8 % par rapport au 1^{er} trimestre 2022 ▶ figure 5. Ce mouvement est identique à celui du niveau national. Cette évolution est particulièrement importante dans l'hébergement-restauration (+ 3,2 %), ainsi que dans l'information et la communication (+ 1,7 %). À l'inverse, les effectifs salariés des activités immobilières se replient de 0,5 % par rapport au trimestre précédent.

Sur une année, l'emploi augmente de 3,7 % dans le tertiaire marchand. Les hausses les plus marquées concernent l'hébergement-restauration et le secteur de l'information et de la communication (avec respectivement + 8,2 % et + 5,8 %) et contribuent pour près d'un tiers à la progression de l'ensemble. Sur cette période, les activités scientifiques et techniques ainsi que les autres activités de services sont également dynamiques (+ 4,7 % et + 4,1 %), tandis que l'emploi est quasi stable au sein des activités immobilières.

Tous les départements de la région sont concernés par cette hausse. Elle est toutefois particulièrement marquée dans le Rhône et dans les départements savoyards, avec des évolutions supérieures à 1,0 % sur un trimestre et à 4,5 % sur un an. En revanche, le tertiaire non marchand n'augmente que modérément en Auvergne-Rhône-Alpes (+ 0,2 %). Cette tendance confirme l'évolution annuelle relativement faible du secteur (+ 0,4 %) mais un peu au-dessus du niveau national (+ 0,1 %).

▶ 5. Évolution de l'emploi salarié par secteur

Indice base 100 au 4etrimestre 2014



Note : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres

précédents ; données CVS, en fin de trimestre.

Champ : emploi salarié total.

Sources: Insee, estimations d'emploi; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

Léger repli dans la construction

Au 2° trimestre 2022, l'emploi salarié baisse légèrement dans la construction (– 0,1 % par rapport au trimestre précédent), après une hausse continue depuis le 2° trimestre 2020. Il diminue dans cinq départements de la région, et plus fortement dans le Cantal (– 1,5 %). Il reste stable en Ardèche et augmente légèrement dans cinq départements, avec une hausse allant jusqu'à 0,9 % en Haute-Loire. Sur une année, le nombre de salariés de ce secteur progresse de 1,0 %, contre 1,5 % au niveau national. L'Allier et l'Ardèche enregistrent de fortes croissances (respectivement + 3,7 % et + 3,0 %), à l'inverse du Cantal (– 2,7 %).

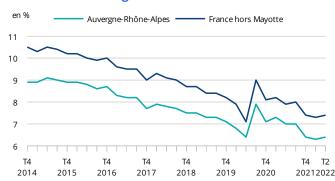
Avertissement sur le marché du travail :

L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données. Par ailleurs, depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec l'Acoss (champ hors intérim) et la Dares (sur l'intérim).

Le taux de chômage toujours à un niveau historiquement bas

Au 2^e trimestre 2022, le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 6,4 % de la population active (+ 0,1 point par rapport au trimestre précédent, soit une très légère hausse faisant suite à une décrue amorcée depuis un an). Cette tendance se retrouve au niveau national qui atteint un taux de 7,4 % ▶ figure 6. Cependant, le taux de chômage reste à un niveau bas, équivalent à celui d'avant la crise de 2008. Il est également inférieur de 0,7 point à son niveau d'avant la pandémie.

▶ 6. Taux de chômage



Note : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé.

Le taux de chômage se stabilise en Ardèche et dans le Rhône, et diminue de 0,2 point par rapport au 1er trimestre 2022 dans les départements savoyards. Ces derniers, particulièrement touchés lors de la pandémie, réduisent mois après mois leur taux de chômage avec une baisse respective de 1,2 point et 1,1 point en un an. Le taux de chômage augmente légèrement dans les autres départements, jusqu'à + 0,3 point dans la Loire et le Puy-de-Dôme. Mais tous les départements se situent en dessous de leur niveau du $4^{\rm e}$ trimestre 2019 : de – 0,4 point dans l'Ain à – 1,0 point en Savoie. Le taux de chômage reste le plus élevé dans la Drôme et en Ardèche avec respectivement 8,0 % et 8,2 % de la population active.

La création de micro-entreprises en repli dans la région

Au deuxième trimestre 2022, 30 100 entreprises ont été créées en Auvergne-Rhône-Alpes. Bien que ce niveau reste historiquement haut, il est en recul (- 4,7 %) par rapport au trimestre précédent, un mouvement plus ample qu'au niveau national (- 2,6 %)

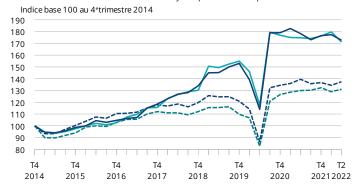
• figure 7. Le nombre d'immatriculations dans l'industrie et le

commerce, en baisse au précédent trimestre, remonte de respectivement 1,7 % et 3,1 %. Ce dernier secteur renoue avec la croissance, après une baisse continue de près de 40 % en un an et demi. Sur les 12 derniers mois, le nombre de nouvelles entreprises dépasse les 123 000, tous secteurs confondus.

Pendant ce trimestre, 18 300 nouvelles micro-entreprises ont été enregistrées en Auvergne-Rhône-Alpes. Les créations qui proviennent du micro-entrepreneuriat sont en recul de 8,4 % par rapport au trimestre précédent, une baisse toutefois inférieure au niveau national (2,8 points de moins). La construction (– 13,7 %), l'industrie (– 10,6 %) et les services (– 10,2 %) sont en fort recul. Le commerce, les transports, l'hébergement-restauration se démarquent, avec un retour de la croissance des créations sous ce statut (+ 0,5 %).

Hors micro-entrepreneuriat, l'industrie connaît une augmentation très dynamique du nombre de nouvelles entreprises (+ 21,5 %). Le commerce, les transports, l'hébergement-restauration affichent également une hausse, mais dans une moindre mesure. En revanche, la construction (– 5,9 %) et les services (– 0,8 %) sont en repli.

> 7. Évolution des créations d'entreprises



Note: données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS). Champ: ensemble des activités marchandes hors agriculture. Source: Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene). Entre juillet 2021 et juin 2022, 3 800 défaillances d'entreprises ont été répertoriées dans la région. Le nombre de défaillances est en hausse de 20 % entre cette période et la précédente (juillet 2020 à juin 2021), signe d'une recrudescence après une longue période à un niveau très faible, lié aux mesures de soutien aux entreprises proposées au cœur de la crise.

Avertissement sur les créations d'entreprises :

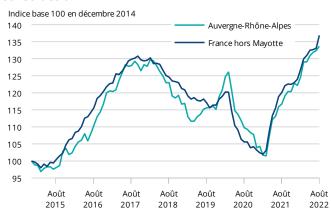
Les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové depuis la publication portant sur janvier 2022. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises. Pour plus de détails, se référer à la documentation sur le <u>sujet</u>.

La construction de logements s'essouffle : moins de chantiers, malgré des autorisations nombreuses

En Auvergne-Rhône-Alpes, 70 000 autorisations de construction de logements neufs ont été délivrées entre juillet 2021 et juin 2022. Par rapport au cumul de l'année précédente, sur la même période, le volume de permis de construire est en hausse de + 14,6 % ▶ figure 8. Cette évolution correspond à la tendance nationale. La progression est forte dans la plupart des départements de la région, atteignant + 61,9 % dans l'Allier et + 36,9 % dans le Puy-de-Dôme. Seul le Rhône présente une croissance très faible, de + 2,1 %. En Savoie et en Haute-Savoie, la hausse est proche de + 10 %, inférieure à la moyenne régionale. À l'inverse, le nombre de mises en chantier de logements diminue au niveau régional (− 1,3 %) alors qu'il se stabilise au niveau national. De fortes baisses sont enregistrées dans le Rhône (− 14 %), dont le

poids important dans la région contribue fortement à la baisse globale. De même, en Savoie et en Haute-Savoie, la diminution approche – 15 %. Le nombre de mises en chantier augmente dans les autres départements. Le Puy-de-Dôme et la Haute-Loire sont particulièrement dynamiques avec des hausses supérieures à 40 %.

▶ 8. Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source: SDES, Sit@del2.

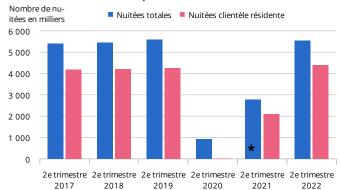
La fréquentation hôtelière retrouve son niveau d'avant-crise

Au deuxième trimestre 2022, les hôtels de la région enregistrent 5,5 millions de nuitées Figure 9. Le niveau de fréquentation se situe presque au niveau d'avant la crise sanitaire. Le recul par rapport au même trimestre de 2019 est en effet très léger (– 0,9 %). Ce rattrapage s'explique uniquement par une hausse de la clientèle résidant en France. Représentant 79 % de l'ensemble, elle a augmenté de 3 % depuis 2019, alors que la clientèle en provenance de l'étranger a diminué de 14 %.

Depuis la période précédant la crise sanitaire, le nombre d'heures rémunérées dans les secteurs touristiques augmente. Entre le deuxième trimestre 2019 et le deuxième trimestre 2022, il est en hausse de + 6,8 %. Cette croissance est plus marquée dans la

restauration (+ 7,8 %) que dans l'hébergement (+ 4,1 %). Au fil des mois, le secteur de la restauration enregistre une augmentation de plus en plus forte, qui atteint + 9,6 % entre les mois de juin des deux années. La tendance est également à la hausse dans l'hébergement ; malgré un fléchissement en mai (+ 2,8 %), il augmente de + 5,5 % entre juin 2019 et juin 2022.

▶ 9. Évolution de la fréquentation hôtelière



* Note : données trimestrielles brutes. En 2021, les enquêtes ne permettent pas la répartition entre clientèle étrangère et résidente.

Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE, enquête hôtellerie, 2017-2022.

Le chiffre d'affaires de ces secteurs, très dépendants du tourisme, est en croissance par rapport à l'avant-crise. Il dépasse, pour chacun des trois mois du deuxième trimestre, les chiffres d'affaires réalisés en 2019. Mai est particulièrement dynamique, avec une hausse de + 9,1 % dans l'hôtellerie et de + 6,2 % dans la restauration. La progression est néanmoins plus faible en Auvergne-Rhône-Alpes que sur l'ensemble du territoire français où la croissance atteint + 20,9 % dans l'hôtellerie et + 24,5 % dans le secteur de la restauration en mai 2022.

Patricia Antoine, Megan Courthial, Pierre-Pascal Housez, Philippe Lagarde (Insee)

► Contexte national – En France, l'activité s'est redressée au deuxième trimestre 2022

Après son léger repli en début d'année (– 0,2 % au premier trimestre), l'activité française s'est redressée au deuxième trimestre (+ 0,5 %), tirée par le rebond des secteurs ayant pâti de la vague pandémique (hébergement-restauration, services de transport...). La consommation a progressé modérément, atténuée par des achats de biens de nouveau en baisse, en lien avec la hausse continue de l'inflation. Celle-ci s'est située autour de 6 % sur un an pendant l'été et a légèrement diminué en septembre (5,6 % sur un an selon l'estimation provisoire). L'emploi est resté dynamique, porté en partie par l'alternance. Au troisième trimestre, l'activité aurait continué à progresser mais en ralentissant (+ 0,2 % prévu), bénéficiant encore d'effets de rattrapage dans les services. Compte tenu de l'assombrissement du contexte international, l'activité pourrait marquer le pas en fin d'année.

► Contexte international – Les perspectives économiques mondiales s'assombrissent

Plusieurs chocs exogènes ont récemment affecté l'économie mondiale : la guerre en Ukraine qui a exacerbé les difficultés d'approvisionnement, notamment énergétique, les confinements stricts en Chine au printemps et les fortes chaleurs en été. Au deuxième trimestre cependant, alors que l'économie américaine se repliait légèrement, les économies européennes ont bénéficié du rattrapage post-covid, notamment dans les services et le tourisme. Dans un contexte d'incertitudes tant géopolitiques qu'énergétiques, auxquelles s'ajoute le resserrement monétaire en cours, les économies occidentales ralentiraient en fin d'année, voire se replieraient pour les plus affectées par les difficultés d'approvisionnement en énergie.

► Pour en savoir plus

- « Entre dynamisme et essoufflement »Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes n° 33, juillet 2022
- Bilan économique 2021 : « Un retour progressif à la normale », Insee Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes n° 32, juin 2022
- « Un automne lourd de menaces pour l'Europe », Note de conjoncture, Insee, octobre 2022
- Emploi et taux de chômage localisés (par région et département) deuxième trimestre 2022, Insee Informations rapides n° 266, octobre 2022
- Tableau de bord de la conjoncture : https://www.insee.fr/fr/statistiques/2121840

Insee Auvergne-Rhône-Alpes 165 rue Garibaldi - BP 3184 69401 Lyon cedex 03 **Directeur de la publication :** Jean-Philippe Grouthier

Rédaction en chef : Thierry Geay Annelise Robert **Bureau de presse :** 04 78 63 26 96



ISSN 2493-0822 (en ligne) © Insee 2022 Reproduction partielle autorisée sous réserve de la mention de la source et de l'auteur



